

# **C**onjoncture française



# Retour sur la précédente prévision

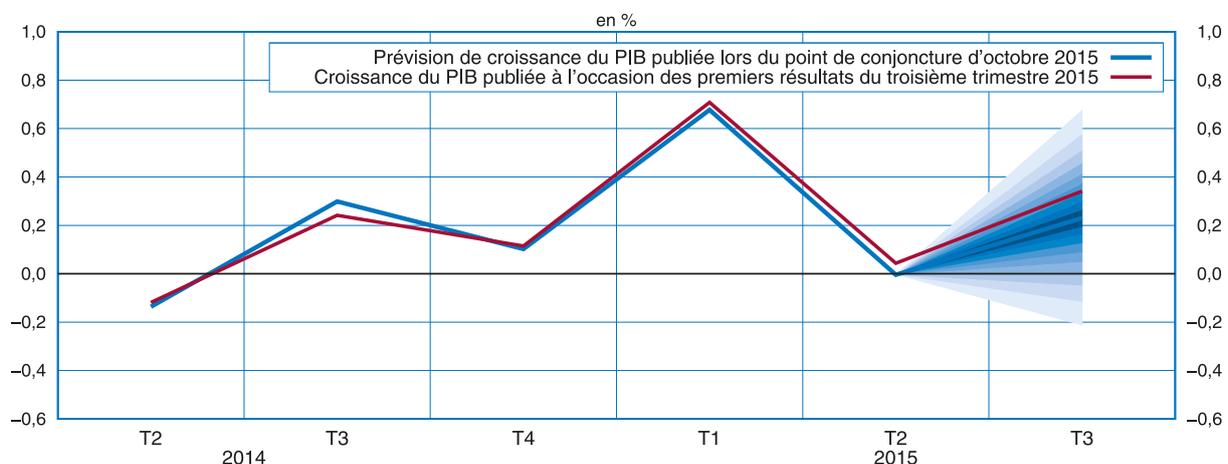
Au troisième trimestre 2015, le PIB a progressé (+0,3 %) un peu plus qu'attendu (+0,2 %) dans le Point de conjoncture d'octobre. La consommation et l'investissement ont accéléré, contribuant comme attendu pour +0,3 point à la croissance du troisième trimestre. En revanche, les échanges extérieurs ont plus fortement pesé (-0,7 point) que prévu (-0,2 point). En contrepartie, les variations de stocks ont contribué à hauteur de +0,7 point de PIB alors qu'une contribution de +0,1 point était attendue. Pour le quatrième trimestre, la prévision de croissance est légèrement abaissée, notamment du fait d'une demande intérieure diminuée, les craintes engendrées par les attentats du 13 novembre pesant sur la consommation de certains services.

Au troisième trimestre, l'emploi marchand a stagné (-1 000), alors qu'une légère hausse était anticipée (+9 000). Le taux de chômage a augmenté à 10,2 % en France métropolitaine alors qu'une stabilité à 10,0 % était prévue. En novembre 2015, les prix à la consommation ont été stables sur un an (contre +0,1 % anticipé). Pour décembre 2015, la prévision des prix est revue légèrement à la baisse (de 0,1 point à +0,2 %).

## Au troisième trimestre 2015, l'activité a rebondi un peu plus que prévu

Au troisième trimestre 2015, le PIB a été légèrement plus dynamique qu'attendu dans le Point de conjoncture d'octobre 2015 (+0,3 % contre +0,2 % prévu). Cette erreur de prévision est inférieure à la moyenne des écarts absolus depuis 2000 (*éclairage*). En effet, la production totale a crû un peu plus fortement (+0,4 %) qu'attendu (+0,2 %). Cet écart est d'abord le fait de l'industrie manufacturière, dont la production, attendue en baisse (-0,2 %), a légèrement augmenté (+0,3 %). La production d'énergie-eau-déchets a crû un peu plus fortement qu'attendu (+0,4 % contre +0,3 %). De même, la production de services a surpris à la hausse. D'une part, la production dans le commerce a été plus dynamique que prévu (+0,7 % contre +0,4 %), notamment du fait de la progression du négoce international. D'autre part, la production des autres services marchands a plus augmenté qu'attendu (+0,6 % contre +0,4 %), entraînée par l'activité manufacturière. En revanche, la production en construction continue de décevoir et s'est repliée plus fortement qu'attendu (-0,8 % contre -0,4 %).

**Graphique des risques associé au Point de conjoncture d'octobre 2015 et croissance réalisée**



Source : Insee

### La demande intérieure a accéléré comme prévu

La demande intérieure hors stocks a contribué à la croissance du troisième trimestre pour +0,3 point, comme prévu. La consommation des ménages a été légèrement moins dynamique (+0,3 %) qu'attendu (+0,4 %) : malgré une hausse plus forte qu'attendu de la consommation de biens, la consommation en services a surpris à la baisse.

L'investissement total s'est quasi stabilisé comme attendu (+0,1 %). Cependant, l'investissement des entreprises a été légèrement plus dynamique (+0,7 %) que prévu (+0,5 %) et l'investissement des ménages s'est moins contracté (-0,5 %) qu'attendu (-1,0 %). Ces surprises à la hausse ont compensé le repli inattendu de l'investissement des administrations publiques (-1,0 % contre +0,3 %) résultant d'une nouvelle contraction des travaux publics.

Le solde extérieur a été beaucoup plus défavorable à l'activité que prévu (-0,7 point contre -0,2 point), du fait d'un recul des exportations (-0,6 % contre +0,7 % prévu), en particulier dans l'aéronautique. Par ailleurs, les importations ont crû un peu plus fortement qu'attendu (+1,7 % contre +1,4 %), notamment en produits manufacturés. Cette contribution des échanges extérieurs a trouvé sa contrepartie dans celle des variations de stocks (+0,7 point contre +0,1 point attendu).

### La prévision de croissance pour le quatrième trimestre 2015 est abaissée

La prévision de croissance du PIB pour le quatrième trimestre 2015 dans cette Note (+0,2 %) est inférieure à celle du *Point* (+0,4 %).

La production totale augmenterait de 0,2 %, contre +0,4 % dans le *Point*. La production manufacturière serait à peine moins dynamique (+0,4 % contre +0,5 %) et la production dans la construction serait stable (0,0 % contre -0,4 %). En revanche, la production dans les services marchands s'infléchirait (+0,3 % contre +0,6 % prévu en octobre), tandis que la production d'énergie se replierait (-0,7 % contre +0,1 % attendu précédemment).

La demande intérieure contribuerait moins (+0,2 point) qu'attendu dans le *Point* d'octobre (+0,3 point). La consommation des ménages marquerait le pas (-0,1 % contre +0,4 % attendu précédemment), du fait notamment du repli de la consommation des ménages en énergie (-0,8 % contre +0,5 %) et de la faiblesse attendue des dépenses en services, en raison des craintes suscitées par les attentats du 13 novembre. En revanche, l'investissement total progresserait légèrement plus (+0,5 %) qu'attendu en octobre (+0,2 %). L'investissement des entreprises non financières se redresserait plus fortement (+0,8 % contre +0,6 %), et celui des ménages se stabiliserait quasiment (-0,1 % contre -0,6 % prévu).

Les échanges extérieurs ne contribueraient pas à la croissance (0,0 point contre +0,1 point attendu). Les exportations augmenteraient moins fortement qu'attendu dans le *Point* (+0,6 % contre +1,2 %), de même que les importations (+0,6 % contre +0,9 %). La contribution des stocks serait neutre au PIB comme attendu en octobre.

### La situation sur le marché du travail est plus défavorable que prévu

Au troisième trimestre 2015, l'emploi marchand a stagné (-1 000) alors qu'une hausse avait été anticipée (+9 000). L'emploi a plus reculé que prévu dans l'industrie et la construction (-15 000 et -10 000 respectivement, contre -8 000 attendu dans chacune des deux branches). L'emploi tertiaire est, quant à lui, en ligne avec la prévision : +24 000 contre +25 000 anticipé dans le *Point*. En effet, le dynamisme inattendu de l'emploi intérimaire (+16 000 contre +4 000 anticipé) a été compensé par une hausse moins importante que prévu de l'emploi tertiaire hors intérim (+8 000 contre +22 000 attendu). Dans le même temps, le taux de chômage a augmenté (10,2 % après 10,0 % en France métropolitaine et 10,6 % après 10,4 % en France entière) alors qu'une relative stabilité était attendue. La hausse plus importante du nombre de chômeurs a pour principale contrepartie une baisse inhabituelle du halo autour du chômage, plus précisément du nombre de chômeurs dits « découragés » (classés comme inactifs car n'ayant pas recherché activement d'emploi).

Au quatrième trimestre, l'emploi serait plus dynamique qu'anticipé dans le *Point* : +25 000 contre +16 000. Après l'augmentation du troisième trimestre, le taux de chômage reculerait à nouveau au quatrième trimestre mais, à 10,5 % en France, il resterait supérieur de 0,2 point à celui prévu en octobre.

### Les prévisions d'inflation d'ensemble et d'inflation sous-jacente sont quasi inchangées

En novembre 2015, les prix à la consommation ont été stables alors qu'une légère hausse était prévue (+0,1 %) ; l'inflation sous-jacente s'établit, comme attendu, à +0,7 %.

En décembre 2015, les prix à la consommation augmenteraient légèrement moins que prévu dans le *Point* : l'indice d'ensemble progresserait de 0,2 % (contre 0,3 % précédemment attendu). À l'inverse, l'inflation sous-jacente serait légèrement plus dynamique que prévu (+0,8 % sur un an contre +0,7 % prévu précédemment), notamment du fait d'un impact plus fort qu'attendu de la dépréciation passée de l'euro. L'inflation énergétique est quant à elle révisée à la baisse : en effet, le repli du cours du Brent a conduit à figer ce dernier à un niveau inférieur en prévision (41,7 € contre 44,6 € dans le précédent scénario). ■

Appréhender et relativiser les erreurs de prévision sur la croissance

Chaque trimestre, la **Note de conjoncture** présente une prévision de croissance du produit intérieur brut pour le trimestre en cours. Sur la période 2000-2015, l'écart absolu moyen entre cette prévision et les premiers résultats publiés est de 0,2 point. Les premiers résultats de la croissance trimestrielle du PIB d'un trimestre donné sont eux-mêmes révisés au fil du temps : la révision moyenne est de l'ordre de 0,2 point après trois ans. Cet écart est proche de ceux mesurés dans d'autres pays.

Chaque scénario de croissance proposé dans les **Notes de conjoncture** est entouré d'incertitudes

Chaque trimestre, la *Note de conjoncture* présente une prévision de croissance pour le trimestre en cours et un ou deux trimestres suivants. Ainsi, la croissance attendue pour le quatrième trimestre 2015 est de 0,2 % dans cette *Note de conjoncture* de décembre 2015. Il s'agit du scénario central : cette prévision représente la croissance de l'économie la plus probable, compte tenu des informations disponibles au moment de cette publication.

Or cette prévision est entourée d'aléas, à la hausse comme à la baisse. La prévision de court terme de chaque *Note de Conjoncture* est construite avant tout à partir des réponses des chefs d'entreprise aux enquêtes de conjoncture : celles-ci ont un pouvoir prédictif incontestable mais qui n'est pas parfait et ne permet pas de déceler tous les à-coups trimestriels. Les aléas peuvent aussi résulter de chocs extérieurs, par exemple des variations du prix du pétrole ou du taux de

change<sup>1</sup>. Ils peuvent également provenir de surprises sur les comportements des agents : ces comportements ne sont pas entièrement expliqués par leurs déterminants usuels sur le passé, d'où la présence de résidus dans les estimations, et ils peuvent changer dans le temps.

Depuis 2000, l'écart absolu moyen de prévision de croissance du PIB est de 0,2 point

Une première manière d'appréhender l'erreur de prévision est de considérer l'écart moyen sur la période (*tableau 1*). Cela permet de vérifier qu'il n'y a pas d'erreur systématique à la hausse ou à la baisse dans la croissance prévue du PIB : sur la période 2000-2015, les prévisions sont de moyenne quasi nulle, ce qui signifie qu'elles ne présentent pas un biais systématique.

Une autre manière d'appréhender l'erreur de prévision est de considérer l'écart absolu moyen sur la période. Depuis 2000, l'écart absolu moyen entre la croissance prévue pour le premier trimestre de la période de prévision et les premiers résultats sur ce trimestre est de 0,22 point. Pour les trois derniers exercices notamment, l'erreur commise est comparable à l'erreur moyenne au premier trimestre 2015 (première estimation de croissance à +0,6 % contre +0,4 % anticipé), un peu supérieure au deuxième trimestre (0,0 % contre +0,3 % anticipé) et inférieure au troisième trimestre (+0,3 % pour +0,2 % anticipé).

1. « Quels effets des baisses récentes de l'euro et du prix du pétrole ? », *Note de conjoncture*, décembre 2014, p. 16-17.

Tableau 1 – Croissance du PIB : écarts entre premiers résultats des comptes trimestriels et prévision

	Écart moyen	Écart absolu	Écart-type des premiers résultats
<b>2000 - 2015</b>	-0,03	0,22	0,42
<i>Dont 2000 - 2004</i>	-0,07	0,19	0,31
<i>Dont 2005 - 2011</i>	-0,01	0,27	0,52
<i>Dont 2012 - 2015</i>	-0,03	0,15	0,25

Lecture : L'**écart absolu** est la valeur absolue de la différence entre la croissance estimée pour les premiers résultats et la croissance prévue pour le premier trimestre de la période couverte par la prévision. En moyenne sur la période 2000-2015, l'erreur de prévision est de 0,22 en valeur absolue. L'**écart moyen** est la différence moyenne entre la croissance estimée pour les premiers résultats et la croissance prévue. En moyenne sur la période, la croissance estimée est inférieure de 0,03 point à la croissance prévue. L'**écart-type** est une mesure de dispersion, calculé comme la racine carrée des écarts à la moyenne au carré. Il est calculé dans ce tableau sur la série de variation trimestrielle du PIB dans les premiers résultats.

Source : Insee

Depuis 2000, l'erreur de prévision des *Notes de conjoncture* a d'abord augmenté puis s'est réduite. Le profil de l'écart entre les premiers résultats et la prévision peut s'expliquer par celui de la volatilité de la croissance du PIB dans les premiers résultats (*graphique 1*). Entre 2000 et 2004, l'écart absolu moyen s'établissait à 0,19 point et l'écart-type de la croissance du PIB dans les premiers résultats à 0,31 point. Entre 2005 et 2011, l'écart de prévision s'est accru, s'établissant en moyenne à 0,27 point<sup>2</sup>, en même temps que la volatilité du PIB dans les premiers résultats (0,52 point) : c'est probablement en raison du décrochage entre l'activité et les réponses des chefs d'entreprise retracées par les enquêtes de conjoncture (*graphique 2*). Depuis 2012, ces fluctuations se sont réduites : l'écart absolu moyen est légèrement inférieur

à son niveau du début des années 2000 et les premiers résultats sont moins volatils, avec un écart-type moyen de 0,25 point sur la période.

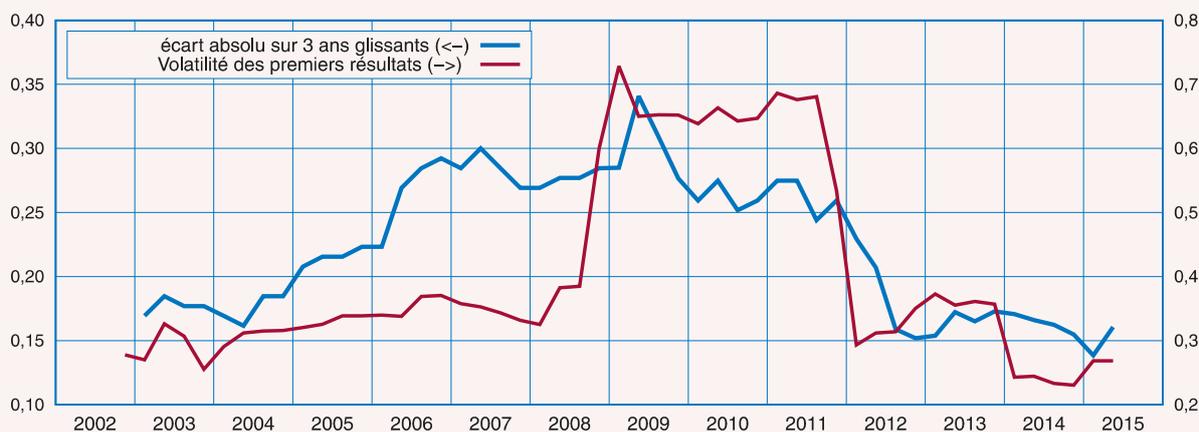
## Le « graphique des risques » illustre l'incertitude entourant la prévision de croissance du PIB

Au-delà des moyennes des erreurs de prévisions, il est utile d'analyser la dispersion de ces erreurs. Entre 2000 et 2014, l'erreur maximale a été de 0,8 point (*Note de conjoncture* de juin 2009) ; 90 % des erreurs sont inférieures à 0,4 point en valeur absolue et 50 % des erreurs sont inférieures à 0,2 point.

En supposant que la distribution des erreurs de prévisions constatées est une bonne mesure de la distribution des erreurs futures, l'historique des erreurs de prévision passées associées aux *Notes et Points de conjoncture* entre 2000 et 2014 permet de modéliser

2. Même en excluant la plus grande erreur de prévision sur cet échantillon, concernant le deuxième trimestre de 2009, prévu à -0,6 % dans la *Note de conjoncture* de juin 2009 et estimé à +0,3 % lors des premiers résultats.

**1 – Écart absolu moyen entre croissance prévue du PIB et premiers résultats, volatilité de la croissance du PIB dans les premiers résultats**



Lecture : Ce graphique représente l'écart absolu moyen de la différence entre premiers résultats et prévision correspondante lors de la *Note de conjoncture* précédente, sur les trois années précédentes. Celui-ci est de 0,2 pour les premiers résultats du 2<sup>e</sup> trimestre 2015, prévus dans la *Note de conjoncture* de juin 2015. La volatilité est calculée comme l'écart-type sur 3 ans glissants de la variation trimestrielle du PIB dans les premiers résultats.  
Source : Insee

**2 – Glissement annuel du PIB et climat des affaires**



Source : Insee

un « graphique des risques » associés à la prévision – ou *fan chart* –, publié dans la *Note de conjoncture* depuis juin 2008<sup>3</sup>.

Le graphique des risques couvre l'ensemble des scénarios les plus probables. Les premières bandes encadrant le scénario central représentent les scénarios ayant une probabilité de 10 % de réalisation, l'ajout d'une bande de part et d'autre de cet intervalle illustrent les scénarios ayant une probabilité de réalisation de 20 %, et ainsi de suite jusqu'à un intervalle couvrant les scénarios ayant 90 % de chance de se réaliser (*graphique 3*).

Les intervalles de confiance sont calculés à partir des erreurs de prévision mesurées comme l'écart entre la croissance prévue pour le trimestre considéré de la période de prévision de chaque *Note de conjoncture* et la première estimation des comptes nationaux trimestriels publiée environ 45 jours après la fin du trimestre, le tout sur la période 2000-2014. Pour construire le *fan chart*, les erreurs sont présumées suivre une loi normale d'espérance nulle et d'écart-type 0,27 % pour le premier trimestre, 0,37 % pour le deuxième et 0,46 % pour le troisième trimestre de prévision. Autrement dit, il y a 70 % de chance que la croissance du trimestre courant se situe dans un intervalle de +/- 0,27 point autour de la prévision de croissance du PIB de la *Note de conjoncture*.

### Les premiers chiffres de la croissance trimestrielle du PIB d'un trimestre sont eux-mêmes révisés de 0,2 point en moyenne après trois ans

Les erreurs de prévisions moyennes et l'ampleur de l'incertitude entourant les scénarios de prévision peuvent paraître élevées. Cependant, la volatilité du PIB issue des premiers résultats des comptes trimestriels est plus importante : l'écart-type de la croissance du PIB publiée lors des premiers résultats est de 0,4 point

sur la période 2000-2015. En outre, l'erreur moyenne est comparable à la révision moyenne constatée entre les premiers résultats publiés des comptes trimestriels et les comptes publiés deux ou trois ans plus tard.

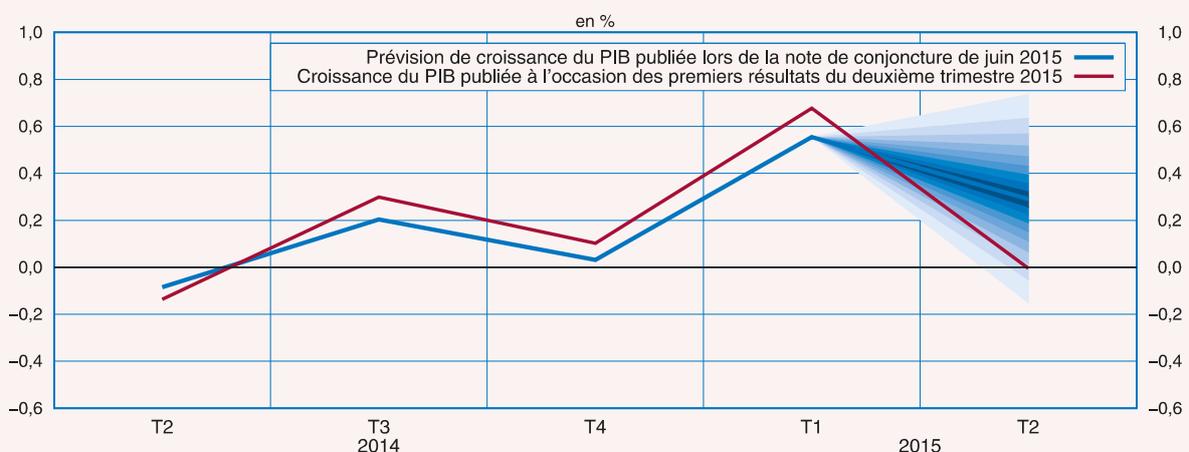
Les comptes trimestriels sont en effet régulièrement révisés. Tout d'abord, les comptables nationaux ne disposent pas d'une information complète 45 jours après la fin d'un trimestre. Certains indicateurs sont incomplets sur le trimestre et sont extrapolés pour la publication des premiers résultats ; lors des publications suivantes, ces extrapolations sont remplacées par les valeurs observées. Ensuite, les indicateurs conjoncturels utilisés pour l'élaboration des comptes trimestriels peuvent eux-mêmes être révisés sur les trimestres passés, notamment lorsque des réponses d'entreprises sont connues avec retard dans une source conjoncturelle donnée. De plus, les comptes annuels sont élaborés en plusieurs étapes avec, au fur et à mesure, de plus en plus de sources structurelles exhaustives ; les trois derniers points annuels sont ainsi réestimés une fois par an. Les comptes trimestriels, qui se calent sur les comptes annuels publiés avec une année supplémentaire de données, en sont modifiés. Par ailleurs, les coefficients de correction des variations saisonnières (CVS) et de jours ouvrés (CJO) effectués sur les indicateurs sont régulièrement réestimés pour tenir compte des données les plus récentes. Enfin, tous les cinq ans environ, les comptes nationaux changent de base, ce qui peut influencer les révisions de PIB<sup>4</sup>. En pratique, il est complexe de séparer les différentes sources de révisions. Les écarts présentés ici ne distinguent pas ces facteurs.

Entre 1991 et 2013, l'écart absolu moyen des révisions de la croissance trimestrielle du PIB est de 0,06 point entre la première estimation, publiée lors des « premiers résultats », et la deuxième, publiée lors des « résultats détaillés ». Entre l'estimation initiale de la croissance trimestrielle du PIB et celle publiée un an plus tard, la révision absolue moyenne est de

3. « Appréhender l'incertitude autour de la prévision », *Note de conjoncture*, juin 2008, p. 15-18.

4. « Les comptes trimestriels sont passés en base 2010 », *Note de conjoncture*, juin 2014, p. 16-19.

### 3 – Le graphique des risques associé à la Note de conjoncture de juin 2015 et croissance réalisée



Lecture : En juin 2015, la prévision de croissance du PIB était de +0,3 % et le premier résultat avait 90 % de chance d'être compris entre -0,1 % et +0,7 %. Le premier résultat publié en août 2015 (0,0 %) était compris dans cet intervalle.  
Source : Insee

0,15 point sur la même période. La révision absolue moyenne est de 0,19 point au bout de deux ans et de 0,24 point au bout de trois ans.

### Des révisions proches de celles mesurées dans d'autres pays

L'ampleur des révisions successives de la croissance trimestrielle du PIB est proche de celle mesurée dans d'autres pays (tableau 2). Ainsi, en Espagne, sur la période 1994-2013, les révisions de la croissance du PIB atteignent en moyenne 0,22 point entre la

première estimation et celle publiée trois ans plus tard. Au Royaume-Uni, sur la même période, cet écart atteint 0,23 point en moyenne. Aux États-Unis, l'écart moyen entre la première estimation (à 30 jours) et l'estimation trois ans plus tard est de 0,28 point. En Allemagne, l'écart entre la première estimation à 60 jours et l'estimation trois ans plus tard est de 0,32. La France se situe ainsi dans le bas de la fourchette en matière de révision<sup>5</sup>. ■

5. Zwiijnenburg, J. (2015), « Revisions of quarterly GDP in selected OECD countries », *OECD Statistics Brief* n°22.

**Tableau 2 : Estimation de la croissance trimestrielle du PIB : écart moyen et écart moyen absolu pour différents pays de l'OCDE entre 1994 et 2013**

	Écart moyen		Écart moyen absolu	
	entre la première estimation et l'estimation 5 mois plus tard	entre la première estimation et l'estimation 3 ans plus tard	entre la première estimation et l'estimation 5 mois plus tard	entre la première estimation et l'estimation 3 ans plus tard
Canada	0,01	0,05	0,08	0,21
Espagne	0,00	0,07	0,08	0,22
<b>France</b>	<b>-0,02</b>	<b>0,02</b>	<b>0,10</b>	<b>0,23</b>
Italie	0,02	0,04	0,09	0,23
Royaume-Uni	0,02	0,05	0,13	0,23
États-Unis	0,01	-0,07	0,14	0,28
Suisse	0,00	0,08	0,14	0,30
Allemagne	0,04	0,02	0,10	0,32
Australie	0,04	0,11	0,15	0,34
Belgique	0,03	0,07	0,13	0,37
Pays-Bas	-0,01	0,10	0,19	0,39
<b>Moyenne</b>	<b>0,02</b>	<b>0,06</b>	<b>0,18</b>	<b>0,40</b>
Corée du Sud	0,00	0,07	0,23	0,49
Nouvelle-Zélande	0,01	0,11	0,18	0,49
Portugal	-0,01	0,01	0,19	0,55
Japon	-0,02	0,10	0,29	0,57
Finlande	0,05	0,13	0,34	0,59
Danemark	0,16	0,09	0,34	0,63
Norvège	-0,03	-0,01	0,32	0,71

Lecture : les pays sont classés selon l'écart moyen absolu entre la première estimation et l'estimation trois ans plus tard.

Source : Zwiijnenburg (2015)

# Production

Au troisième trimestre 2015, le PIB a rebondi en France, s'élevant de 0,3 % après une forte croissance au premier trimestre et une stagnation au deuxième trimestre. La production totale de biens et de services s'est également redressée (+0,4 %, après -0,1 %). L'activité a accéléré dans presque toutes les branches.

Au quatrième trimestre, le climat des affaires s'améliore encore en France et passe au-dessus de sa moyenne de long terme : en novembre, il se situe à 102. L'amélioration est commune aux différents secteurs, à l'exception du bâtiment dans lequel le climat reste dégradé.

En conséquence, la production de biens et de services continuerait d'augmenter au quatrième trimestre, à un rythme cependant légèrement moins rapide (+0,2 %) : en effet, elle ralentirait dans les services, affectés par les craintes suscitées par les attentats, et dans l'énergie, en raison de températures douces. En revanche, la production manufacturière continuerait de progresser et l'activité de la construction se stabiliserait après deux ans de recul. Au premier semestre 2016, la production accélérerait légèrement (+0,4 % par trimestre), du fait d'un rebond dans l'énergie-eau-déchets, puis d'une embellie progressive dans les services.

## La production de biens et services resterait dynamique d'ici juin 2016

Au troisième trimestre 2015, la production de biens et services a rebondi (+0,4 %) après avoir quasiment stagné au deuxième trimestre (-0,1 %). Depuis, le climat des affaires s'est encore amélioré : en novembre, il se situe à 102, au-dessus de sa moyenne de longue période (100), et huit points au-dessus de son niveau de janvier. L'amélioration est commune à la plupart des secteurs (*graphique 1*) : seul le climat des affaires dans le bâtiment reste dégradé (91), bien en dessous de son niveau de long terme.

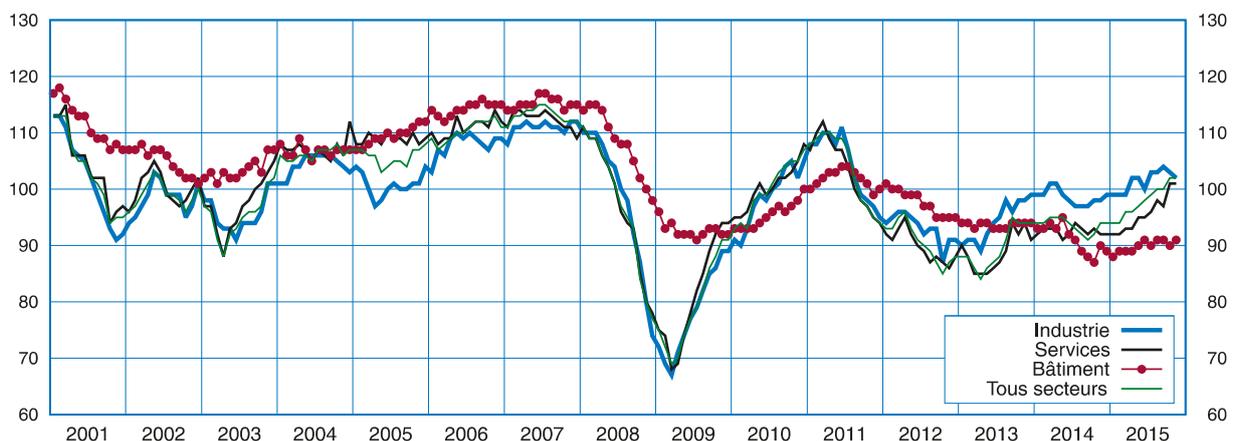
Aussi, la production d'ensemble continuerait d'augmenter au quatrième trimestre, sur un rythme cependant un peu ralenti (+0,2 %) : en effet, elle ralentirait dans les services et se replierait dans l'énergie, même si elle s'améliorerait dans l'industrie manufacturière et la construction. Au premier semestre 2016, l'activité accélérerait à nouveau légèrement (+0,4 % par trimestre), grâce à un regain d'activité dans les services et un rebond dans l'énergie-eau-déchets.

En moyenne sur l'année, la production de biens et services progresserait plus en 2015 (+1,3 %) qu'en 2014 (+0,7 %) ; mi-2016, l'acquis de croissance pour l'année 2016 serait de +1,0 %.

## Services marchands hors commerce : l'activité ralentirait nettement au quatrième trimestre

Au troisième trimestre 2015, la production de services marchands hors commerce a accéléré (+0,6 % après +0,3 %). L'activité a rebondi dans les transports (+0,8 % après 0,0 %) et dans les

1 - Climat des affaires : tous secteurs, dans l'industrie, les services et le bâtiment



Source : Insee

## Conjoncture française

activités spécialisées (+0,6 % après +0,1 %). En revanche, elle a légèrement ralenti dans l'hébergement-restauration (+0,1 % après +0,2 %). Le rythme de croissance est resté proche de celui du trimestre précédent dans l'information-communication (+0,8 % après +0,7 %) et a stagné dans les activités financières (+0,6 %), les activités immobilières (+0,3 %) et les autres activités de services (+0,4 %).

Ce regain de dynamisme va de pair avec une nette amélioration du climat conjoncturel dans ce secteur depuis l'été 2015 : en octobre et novembre, le climat s'est établi légèrement au-dessus de sa moyenne de long terme (100), à son plus haut niveau depuis août 2011, alors qu'il stagnait entre 91 et 94 depuis septembre 2013.

Au quatrième trimestre 2015, l'activité dans les services marchands hors commerce ralentirait nettement, sous l'effet de la forte baisse de la fréquentation dans le secteur de l'hébergement-restauration et du transport, après les attentats du 13 novembre (+0,3 % après +0,6 % au troisième trimestre ; cf. *éclaircissement de la fiche Consommation*). Les effets s'estomperaient sans contrecoup, l'activité accélérerait ensuite au premier semestre 2016 (+0,5 % au premier trimestre puis +0,6 % au deuxième trimestre).

Sur l'ensemble de l'année 2015, la production de services marchands hors commerce augmenterait de 1,8 %, une hausse supérieure à celle de 2014 (+1,1 %). Mi-2016, l'acquis de croissance pour l'année serait déjà de +1,5 %.

### L'activité commerciale resterait dynamique mais ralentirait au quatrième trimestre

Au troisième trimestre 2015, l'activité commerciale a accéléré (+0,7 % après +0,2 % au deuxième trimestre), portée notamment par la consommation des ménages en produits manufacturés (+0,7 % après +0,3 %).

Depuis janvier 2015, le climat des affaires dans le commerce de détail est supérieur à son niveau moyen ; celui dans le commerce de gros a dépassé sa moyenne en mai. Dans les deux secteurs, les perspectives générales d'activité sont – avant les attentats du 13 novembre en France – encore optimistes. Cet optimisme pourrait être affaibli par les conséquences potentielles de ces attentats sur le commerce de détail. Au quatrième trimestre 2015, l'activité commerciale ralentirait légèrement (+0,4 %), en raison d'un recul attendu de la consommation des ménages en biens manufacturés (-0,2 %) et malgré un rebond des exportations de ces produits (+0,6 % après -1,0 %). Au premier semestre 2016, l'activité commerciale accélérerait modérément (+0,6 % au premier trimestre puis +0,5 % au deuxième trimestre). Au total, l'acquis de croissance de la production dans le commerce à la fin du premier semestre 2016 s'établirait à +1,8 % après une croissance qui atteindrait +2,6 % en 2015.

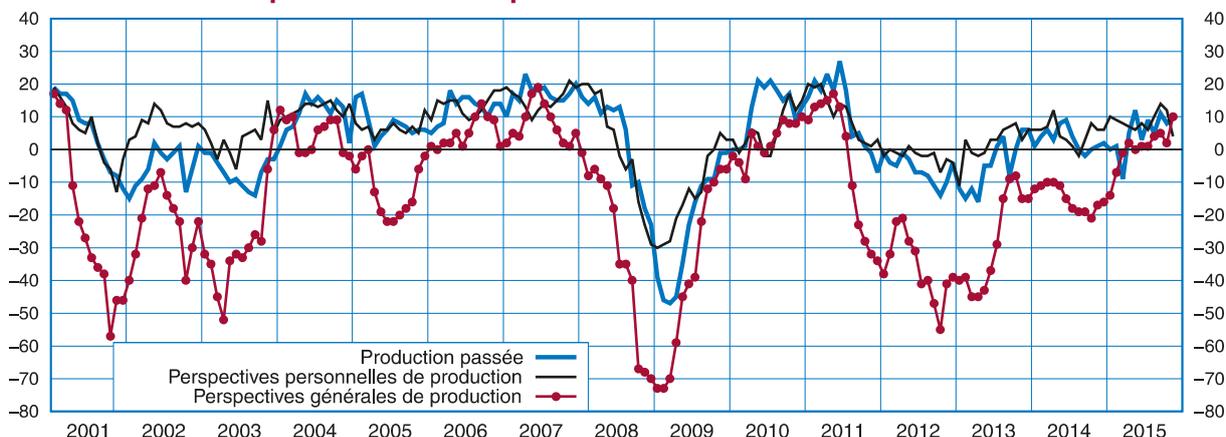
### Services principalement non marchands : la progression de l'activité resterait modérée

La progression de l'activité principalement non marchande est restée inchangée au troisième trimestre 2015 (+0,3 %). La croissance conserverait ce rythme en prévision (+0,3 % par trimestre jusqu'au deuxième trimestre 2016). Au total sur l'année, la production croîtrait de 1,2 % en 2015 dans ces branches, après +1,3 % en 2014. Mi-2016, l'acquis de croissance serait de +0,9 %.

### Après un à-coup fin 2015, la production d'énergie se stabiliserait d'ici juin 2016

Au troisième trimestre 2015, la production d'énergie a légèrement progressé (+0,4 %), après un repli marqué au trimestre précédent (-1,7 %). Au quatrième trimestre, elle reculerait à nouveau (-0,7 %), conséquence de la douceur des températures en novembre, avant de se redresser

## 2 – Opinion relative à la production dans l'industrie manufacturière



Source : Insee

au premier semestre 2016 sous l'hypothèse d'un retour à des températures de saison (+0,5 % puis +0,3 % aux premier et deuxième trimestres). Sur l'année 2015, la production d'énergie rebondirait, en augmentant de 1,5 %, après -3,5 % en 2014. Mi-2016, l'acquis de croissance pour l'année 2016 serait de -0,1 %.

## Après un rebond durant l'été, la production manufacturière progresserait de nouveau

Au troisième trimestre 2015, la production manufacturière a légèrement augmenté (+0,3 %) après un recul marqué au deuxième trimestre (-0,6 %). La production s'est surtout accrue dans les branches des matériels de transports (+0,5 %) et des « autres industries » (+0,4 %), hausses en partie compensées par une baisse dans la branche des biens d'équipement (-0,5 %).

Au quatrième trimestre 2015, l'activité manufacturière augmenterait encore quasiment sur le même rythme (+0,4 %). En effet, dans l'enquête de conjoncture auprès des industriels de novembre, le solde d'opinion sur les perspectives générales de production a bondi (*graphique 2*) pour atteindre son plus haut niveau depuis juin 2011, et celui sur la production passée – déjà au-dessus de sa moyenne – s'est encore amélioré. De plus, l'acquis de croissance au quatrième trimestre de l'indice de la production industrielle est favorable fin octobre (+0,2 %). La production manufacturière conserverait quasiment ce rythme au premier semestre 2016 (+0,3 % par trimestre). En effet, le solde d'opinion des industriels sur leurs perspectives personnelles de production reste encore favorablement orienté fin 2015.

Sur l'ensemble de l'année 2015, la production manufacturière progresserait de 1,3 % (après +0,3 % en 2014). L'acquis de croissance pour 2016 s'établirait à +0,8 % à l'issue du deuxième trimestre.

## Dans la construction, l'activité se stabiliserait dès le quatrième trimestre 2015

Au troisième trimestre 2015, dans la construction, la production a continué de baisser (-0,8 %, après -0,9 % au deuxième trimestre), l'activité ayant de nouveau reculé dans le bâtiment comme dans les travaux publics.

Dans les travaux publics d'une part, l'opinion des entrepreneurs concernant l'activité prévue s'améliore depuis juillet 2015, même si l'activité est toujours jugée inférieure à la normale (*graphique 3*). D'autre part, bien que les entrepreneurs du bâtiment fassent état d'une activité encore fortement dégradée, le climat s'est légèrement amélioré depuis janvier dans les entreprises de plus de 20 salariés, et plus encore dans l'artisanat. Par ailleurs, le nombre de permis de construire de logements, tant collectifs qu'individuels, augmente à nouveau depuis le deuxième trimestre et le nombre de mises en chantier de logements individuels a commencé à se redresser au troisième trimestre. L'opinion des promoteurs concernant la demande de logements neufs et les perspectives de mises en chantier confirment cette amélioration. Compte tenu des délais entre permis de construire, mises en chantier et production de logement, la production dans la construction se stabiliserait au quatrième trimestre puis au premier semestre 2016, après huit trimestres consécutifs de recul.

Sur l'ensemble de l'année 2015, la production dans le secteur de la construction baisserait de façon marquée : -2,9 %, après -2,2 % en 2014. Mi-2016, l'acquis de croissance pour l'année 2016 serait de -0,8 %.

## Production par branche au prix de l'année précédente chaînés

variations T/T-1 (en %), données CJO-CVS

	Variations trimestrielles										Variations annuelles		
	2014				2015				2016		2014	2015	2016 acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Agriculture (2 %)	1,9	1,5	0,9	-0,3	-0,7	-0,4	-0,4	-0,4	-0,2	-0,2	5,4	-0,8	-0,9
Branches manufacturières (20 %)	0,2	-0,6	0,7	-0,1	1,3	-0,6	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	1,3	0,8
Énergie, eau, déchets (4 %)	-2,5	1,1	1,3	-2,5	3,9	-1,7	0,4	-0,7	0,5	0,3	-3,5	1,5	-0,1
Construction (8 %)	-0,9	-1,3	-0,7	-0,6	-0,6	-0,9	-0,8	0,0	-0,1	0,0	-2,2	-2,9	-0,8
Commerce (10 %)	0,0	0,1	0,8	0,4	1,3	0,2	0,7	0,4	0,6	0,5	1,4	2,6	1,8
Services marchands hors commerce (41 %)	0,3	0,1	0,4	0,4	0,7	0,3	0,6	0,3	0,5	0,6	1,1	1,8	1,5
Services non marchands (15 %)	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	1,3	1,2	0,9
<b>Total (100 %)</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,4</b>	<b>0,1</b>	<b>0,8</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,4</b>	<b>0,2</b>	<b>0,4</b>	<b>0,4</b>	<b>0,7</b>	<b>1,3</b>	<b>1,0</b>

Prévision

Pondérations construites à partir de la production annuelle en valeur, en 2010.

Source : Insee

## 3 - Activité prévue dans la construction



# Environnement international de la France

Au troisième trimestre 2015, l'activité est restée dynamique dans les économies avancées (+0,5 % après +0,5 %). Dans les pays émergents, la conjoncture est restée dégradée, notamment en Chine où l'activité conserve un rythme faible au regard de la moyenne des années 2000. Le commerce mondial a toutefois rebondi après deux trimestres de baisse, soutenu par une reprise des importations en Asie.

Dans les économies émergentes, l'activité continuerait de tourner au ralenti : l'activité russe peinerait à augmenter, tandis que la croissance chinoise se stabiliserait à son plus bas niveau depuis 1990.

Dans les pays avancés, le niveau élevé des climats des affaires permet d'anticiper une croissance allante d'ici la fin du premier semestre 2016. L'activité serait notamment soutenue par une consommation des ménages de nouveau dynamique.

Le commerce mondial retrouverait un peu de tonus, mais croîtrait sensiblement moins vite d'ici mi-2016 que sa moyenne de longue période.

## La situation resterait dégradée dans les pays émergents

Le climat des affaires reste détérioré dans les pays émergents (*graphique 1*). La baisse des prix des matières premières continue de pénaliser les grands exportateurs comme le Brésil, qui s'enfonce

dans la crise, et la Russie. Cependant, après quatre trimestres de contraction, l'économie russe semble se stabiliser. Avec une inflation élevée et une demande intérieure anémiée, la reprise serait néanmoins poussive.

Au troisième trimestre, l'activité chinoise a conservé un rythme (+1,8 %) plus faible que dans les années 2000 (+2,5 % en moyenne par trimestre). Le bureau national des statistiques chinois (NBSC) a affiché un glissement annuel du PIB inférieur à 7 % pour la première fois depuis 2009. Au quatrième trimestre, l'activité ralentirait à nouveau, avant de se stabiliser au premier semestre, à son plus faible rythme depuis 1990.

Face à la morosité d'ensemble, quelques pays émergents ont bien résisté. En Inde notamment, la prépondérance du secteur tertiaire sur le secteur industriel a limité l'exposition au ralentissement du commerce mondial : au troisième trimestre, l'activité a progressé de 7,4 % en glissement annuel. Les pays d'Europe centrale et orientale profitent de la reprise de la zone euro, malgré les tensions géopolitiques en Ukraine et la contraction de l'économie russe (*cf. éclairage de la fiche Économies émergentes*).

## La divergence des politiques monétaires de la BCE et de la Fed s'amplifie

Dans les pays avancés, les banques centrales font face à des situations contrastées. Aux États-Unis, avec un taux de chômage proche de son niveau structurel (*graphique 2*) et des perspectives



Source : Markit

d'inflation encourageantes, la Réserve fédérale (Fed) est en voie de relever ses taux directeurs.

À l'inverse, l'inflation de la zone euro reste étale (*graphique 3*). En conséquence, la Banque centrale européenne (BCE) a amplifié sa politique accommodante en augmentant la durée du programme d'achat de titres et en abaissant un de ses taux directeurs. Cette divergence des politiques monétaires de la Fed et de la BCE maintiendrait l'euro à son plus bas niveau vis-à-vis du dollar depuis 2003.

### Le climat des affaires reste bien orienté dans les économies avancées

Dans ce contexte international, les principales économies avancées semblent relativement résilientes. La croissance y est restée dynamique (+0,5 % après +0,5 %) malgré un ralentissement aux États-Unis et une légère inflexion dans la zone euro : la demande intérieure n'a pas faibli, mais les exportations se sont contractées, notamment à destination des pays émergents. La contribution du commerce extérieur a ainsi été négative dans la quasi-totalité des grandes économies avancées.

Le climat conjoncturel reste à un niveau élevé en novembre 2015 dans la plupart des pays avancés. Au total, l'activité dans les économies avancées se maintiendrait à +0,5 % par trimestre jusqu'à mi-2016. Sur l'ensemble de l'année 2015, la croissance s'établirait à +1,9 %, après +1,8 % en 2014 et +1,2 % en 2013.

### La consommation privée, moteur des économies avancées

Aux États-Unis, le dynamisme de la consommation des ménages porterait l'activité économique, qui se situerait sur son rythme de long terme (+0,6 % par trimestre). L'appréciation du dollar continuerait de peser sur les exportations, tandis que les importations accéléreraient sous l'effet de la bonne tenue de la demande intérieure. Au

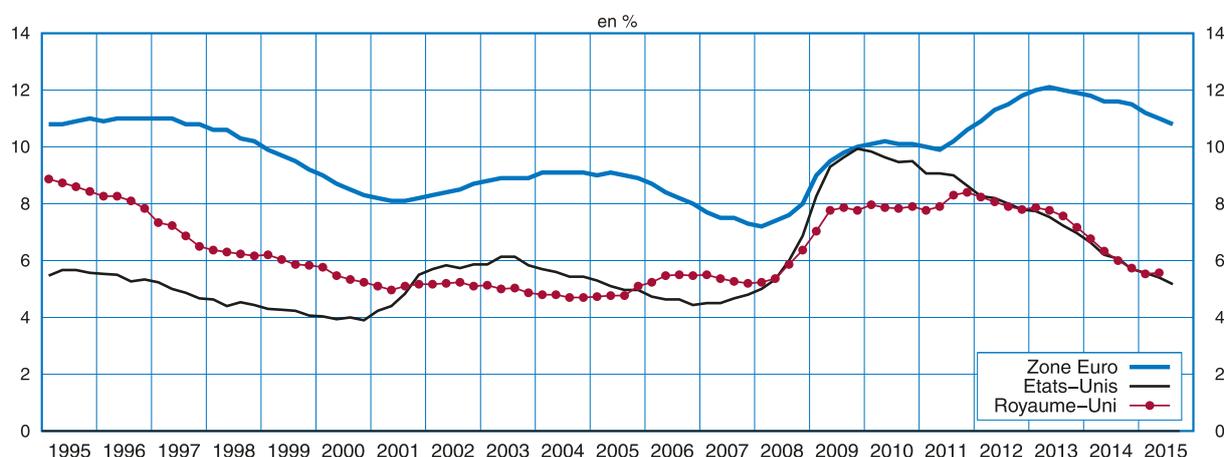
Royaume-Uni, la consommation privée ralentirait légèrement, mais resterait soutenue. Elle serait notamment portée par l'amélioration du pouvoir d'achat permise par l'accélération des salaires et la faiblesse de l'inflation.

Dans la zone euro, la progressive reprise de l'emploi permettrait un regain de pouvoir d'achat des ménages. En Espagne notamment, le chômage demeure élevé mais baisse à un rythme soutenu. Les salaires, qui repartent progressivement dans un contexte de faible inflation, contribueraient également à la hausse du pouvoir d'achat des ménages. Au total, les rythmes de croissance des principaux pays de la zone euro se rapprocheraient progressivement, signe d'une diffusion plus homogène de la reprise dans la zone. En revanche, les échanges extérieurs contribueraient peu à la croissance de la zone euro. L'effet positif de la dépréciation de l'euro sur les exportations serait globalement compensé par le dynamisme des importations lié à la vigueur de la demande intérieure.

### Le commerce mondial retrouve un peu de tonus, mais croîtrait sensiblement moins vite que sa moyenne de longue période

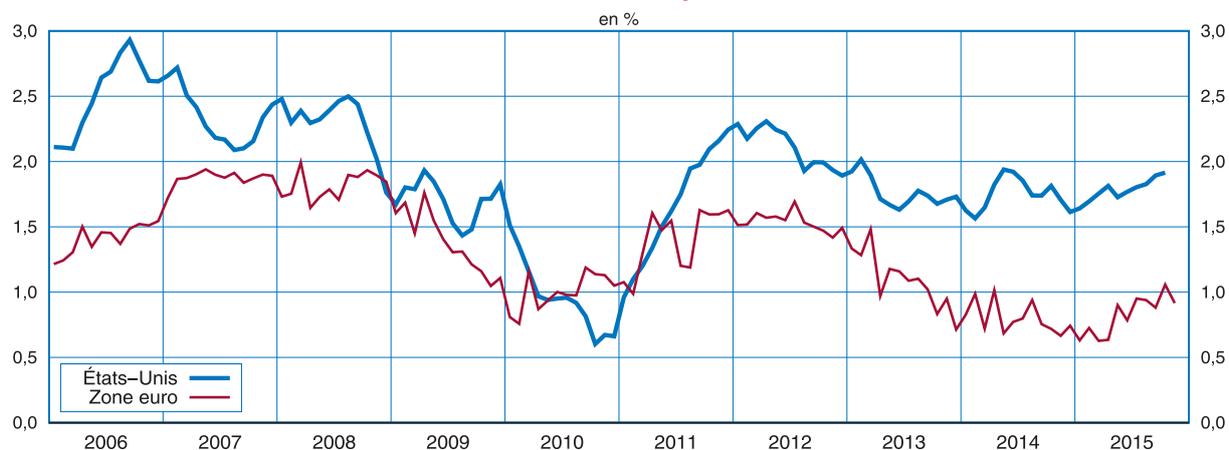
Après deux trimestres de recul, le commerce mondial a rebondi au troisième trimestre 2015, en Asie émergente notamment. Avec des importations des pays avancés qui resteraient solides, le commerce mondial conserverait une progression relativement dynamique d'ici mi-2016. Les importations des pays émergents retrouveraient une progression en ligne avec l'activité, notamment en Russie et en Chine. Au total sur l'année 2015, les importations des pays avancés progresseraient de 3,7 % après +3,1 % en 2014. Dans ce contexte, la demande mondiale adressée à la France progresserait de 1,0 % par trimestre d'ici à la fin du premier semestre 2016. ■

## 2 - Taux de chômage



Sources : BEA, Eurostat, ONS

## 3 – Inflation sous-jacente



## Synthèse du scénario international

	2015				2016		2014	2015	2016 (acquis)
	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
<b>PIB des économies avancées</b>	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	1,8	1,9	2,0
<b>Commerce mondial</b>	-0,8	-1,0	1,1	1,0	1,0	1,0	3,3	1,2	2,8
Importations des économies avancées	1,8	-1,2	1,5	1,3	1,2	1,2	3,1	3,7	3,6
Importations des économies émergentes	-4,4	-1,0	1,8	0,7	0,8	0,8	3,7	-2,1	2,6
<b>Demande mondiale adressée à la France</b>	0,5	-0,2	1,5	1,0	1,0	1,0	4,0	3,2	3,3

Prévision

Lecture : Les données d'importations, d'exportations et de commerce mondial concernent les seuls biens.

Sources : Instituts statistiques nationaux, Centraal PlanBureau, Fonds monétaire international, prévisions Insee

# Échanges extérieurs

Après s'être contractées au troisième trimestre 2015 (-0,6 %), les exportations françaises se redresseraient au quatrième trimestre (+0,7 %), notamment celles en produits manufacturés. Elles resteraient dynamiques au premier semestre 2016 (+1,0 % en moyenne), en ligne avec la demande mondiale adressée à la France. Les importations, après avoir nettement accéléré au troisième trimestre (+1,7 %), ralentiraient au quatrième trimestre (+0,6 %). Ensuite, elles retrouveraient un rythme de progression plus soutenu (+1,0 % par trimestre au premier semestre 2016), dans le sillage de la demande intérieure.

Au total, après une contribution négative au troisième trimestre 2015 (-0,7 point), les échanges extérieurs seraient neutres fin 2015 et au premier semestre 2016. En moyenne annuelle, les échanges extérieurs grèveraient légèrement la croissance de 2015 (-0,1 point), nettement moins qu'en 2014 (-0,5 point).

## Le commerce mondial retrouverait de l'élan d'ici mi-2016

Au troisième trimestre 2015, le commerce mondial a accéléré (+1,1 %). Il avait reculé au cours des deux trimestres précédents (-1,0 % en moyenne), reflétant le trou d'air des échanges des économies émergentes, notamment en Asie. Au quatrième trimestre, les flux d'échanges des économies émergentes retrouveraient une progression plus cohérente avec celle de leur demande intérieure et le commerce mondial progresserait de 1,0 %. Au premier semestre 2016, il continuerait de progresser sur un rythme (+1,0 % par trimestre) en deçà de sa moyenne d'avant crise (+1,5 % par trimestre entre 2000 et 2007). En effet, les importations des pays avancés conserveraient leur dynamisme mais l'activité et la demande des économies émergentes resteraient en retrait par rapport au rythme moyen des années 2000.

La demande mondiale adressée à la France a été résiliente face au repli marqué du commerce mondial (*graphique 1*), grâce aux économies avancées, principaux partenaires de la France. Avec la reprise du commerce mondial, la demande extérieure adressée à la France progresserait de 1,0 % par trimestre fin 2015 et au premier semestre 2016.

### Prévision de croissance des échanges extérieurs

	Variations trimestrielles						Variations annuelles		
	2015				2016		2014	2015	2016 acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
<b>Exportations</b>									
Ensemble des biens et services	1,5	1,9	-0,6	0,7	0,9	1,0	2,4	5,5	2,3
Produits manufacturés (69 %)*	1,2	2,2	-1,0	0,6	1,0	1,1	1,8	5,0	2,3
<b>Importations</b>									
Ensemble des biens et services	1,9	0,5	1,7	0,6	1,0	1,0	3,9	5,6	3,1
Produits manufacturés (68 %)*	1,4	1,2	2,0	0,6	1,2	1,2	3,7	5,2	3,9
<b>Contribution du commerce extérieur à la croissance du PIB</b>	-0,2	0,4	-0,7	0,0	0,0	0,0	-0,5	-0,1	-0,3

Prévision

\* Part des exportations (respectivement, importations) de produits manufacturés dans les exportations (respectivement, importations) totales, en 2014

Source : Insee

## Les exportations rebondiraient au quatrième trimestre 2015

Au troisième trimestre 2015, les exportations totales de la France ont baissé (-0,6 %) après quatre trimestres très dynamiques. Ce repli est d'abord le fait des exportations de produits manufacturés (-1,0 % après +2,2 %), en particulier d'un contrecoup de ventes élevées de matériel de transport au deuxième trimestre (-5,5 % après +8,5 %). Les ventes de biens d'équipement se sont également contractées (-0,2 % après +0,9 %) et les ventes d'autres produits manufacturés ont ralenti (0,0 % après +0,6 %).

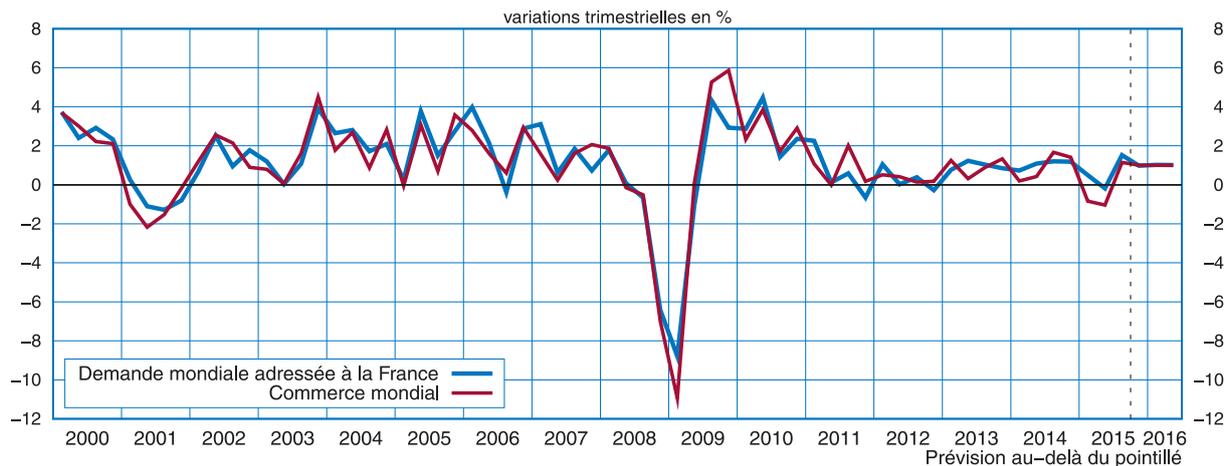
Au quatrième trimestre, les exportations manufacturières rebondiraient (+0,6 %), progressant un peu moins que la demande mondiale adressée à la France. Les ventes se redresseraient pour l'ensemble des produits manufacturés, notamment pour les exportations aéronautiques et navales. En revanche, le tourisme

pâtirait des conséquences des attentats du 13 novembre. Enfin les exportations de services seraient un peu plus soutenues (+0,9 %), quoique sur un rythme légèrement inférieur à leur tendance.

Au premier semestre 2016, la demande mondiale adressée à la France serait de nouveau majoritairement soutenue par les pays avancés (*graphique 2*). Les exportations manufacturières accélèreraient légèrement par rapport au quatrième trimestre 2015, en s'accroissant de 1,0 % en moyenne par trimestre (*graphique 3*). Les services conserveraient leur rythme de fin 2015 (+0,9 % par trimestre). Au total, les exportations progresseraient de 0,9 % au premier trimestre 2016, puis de 1,0 % au deuxième trimestre 2016.

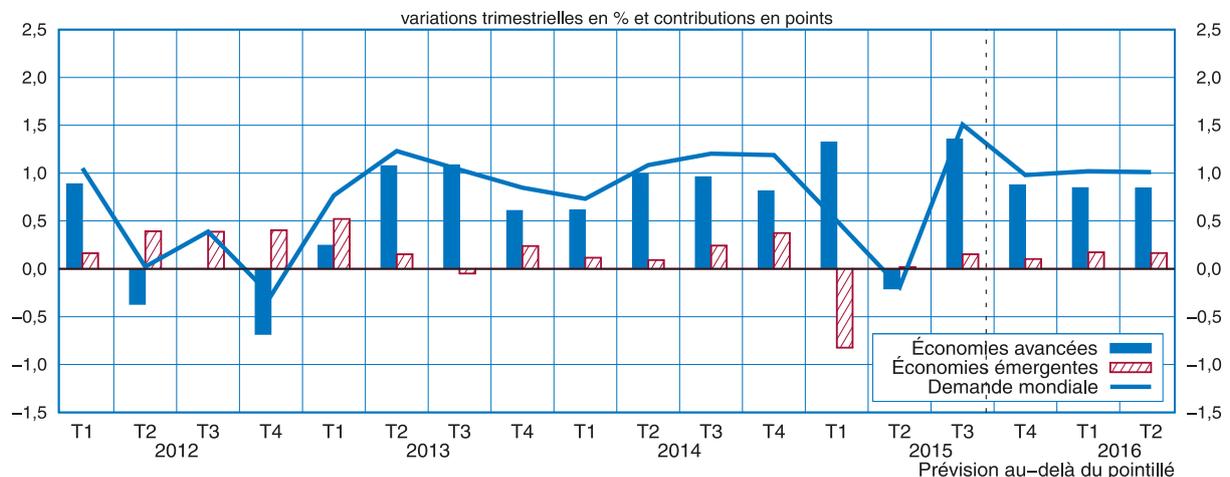
En moyenne annuelle, les exportations accélèreraient nettement en 2015 (+5,5 % après +2,4 % en 2014). L'acquis de croissance pour 2016 serait de +2,3 % à l'issue du premier semestre.

### 1 - Demande mondiale adressée à la France et commerce mondial



Sources : Insee, DG Trésor, Centraal PlanBureau

### 2 - Demande mondiale adressée à la France et contributions des principaux partenaires



Sources : Insee, DG Trésor

## Conjoncture française

### Les importations ralentiraient au quatrième trimestre 2015

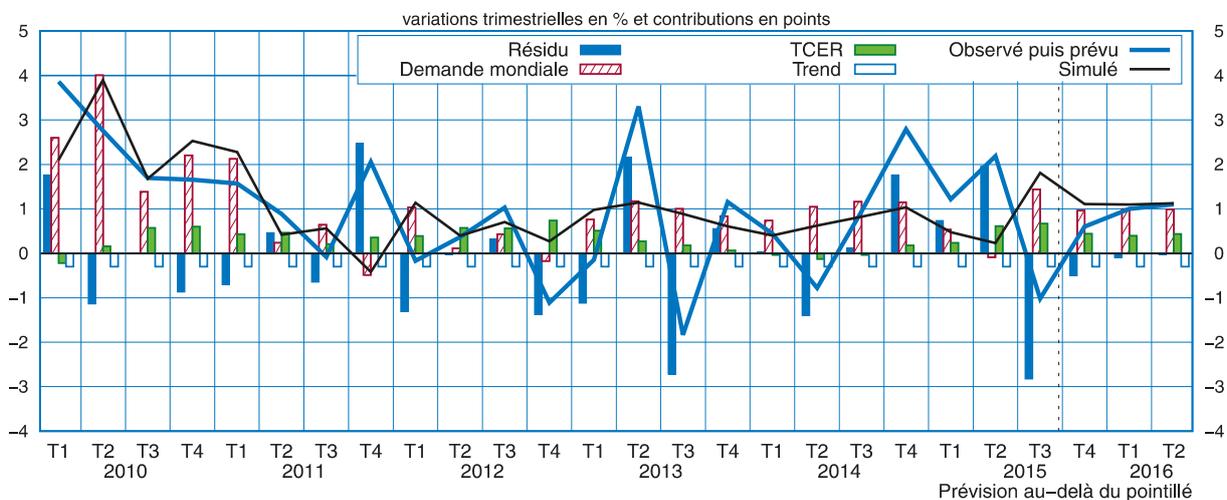
Au troisième trimestre 2015, les importations françaises ont fortement accéléré (+1,7 % après +0,5 %). Ce dynamisme provient essentiellement des achats de produits manufacturés (+2,0 % après +1,2 %), en particulier de produits de cokéfaction et raffinage (+11,7 % après +8,1 %), mais aussi de biens d'équipement (+1,3 % après +0,6%) et d'autres produits manufacturés (+1,2 % après -0,1 %).

Au quatrième trimestre, les importations de produits manufacturés ralentiraient (+0,6 %). En particulier, les achats de produits raffinés, très soutenus depuis deux trimestres, se replieraient par contrecoup, à la faveur d'une reprise de la production dans les raffineries françaises et d'une baisse de la consommation.

Au premier semestre 2016, les importations manufacturières accéléreraient à nouveau (+1,2 % par trimestre), dans le sillage de la demande intérieure. Au total, elles progresseraient de 1,0 % par trimestre au premier semestre 2016. En moyenne annuelle, les importations aussi accéléreraient nettement : +5,6 % en 2015 après +3,9 % en 2014. L'acquis de croissance pour l'année 2016 serait de +3,1 % à l'issue du premier semestre.

Au total, les échanges extérieurs auraient une contribution à la croissance du PIB légèrement négative en 2015 (-0,1 point), moindre cependant qu'en 2014 (-0,5 point). Pour l'acquis de croissance de 2016 à mi-année, la contribution du commerce extérieur resterait négative (-0,3 point). ■

### 3 - Équation d'exportations (biens manufacturés) et contributions économétriques



Lecture - TCER : taux de change effectif réel  
Source : Insee

# Emploi

L'emploi marchand non agricole se redresse progressivement depuis l'automne 2014 (+9 000 en moyenne par trimestre). Il accélérerait d'ici la mi-2016, porté par une activité un peu plus dynamique. De plus, il bénéficierait encore des effets d'enrichissement de la croissance en emplois générés par le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi et par le Pacte de responsabilité et de solidarité. Au total, 46 000 emplois marchands seraient créés en 2015, puis 35 000 durant la première moitié de 2016. Dans les secteurs non marchands, l'emploi ne faiblirait pas début 2016 (+21 000 au premier semestre, après +16 000 au second semestre 2015).

Au total, 127 000 emplois seraient créés en 2015 et 73 000 au premier semestre 2016.

## L'emploi marchand continuerait d'augmenter au premier semestre 2016

Après trois années consécutives de baisse, l'emploi marchand non agricole augmenterait en 2015 (+46 000). Il accélérerait légèrement entre le second semestre 2015 (+24 000) et la première moitié de 2016 (+35 000).

En 2014, l'emploi dans les secteurs marchands non agricoles a diminué de 63 000. Depuis l'automne 2014, il se redresse toutefois progressivement (+9 000 emplois par trimestre en

moyenne), l'augmentation des effectifs dans le tertiaire ayant plus que compensé le recul de l'emploi dans l'industrie et la construction.

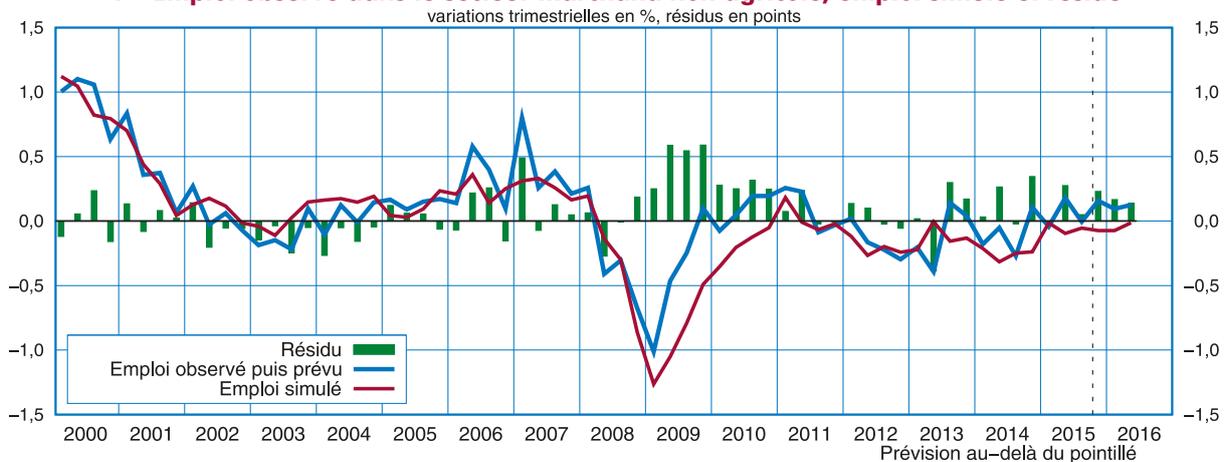
L'emploi dans les secteurs marchands continuerait d'augmenter au premier semestre 2016 (graphique 1). Il bénéficierait d'une activité un peu plus dynamique et des effets d'enrichissement de la croissance en emplois apportés par le crédit d'impôt sur la compétitivité et l'emploi (CICE) et le Pacte de responsabilité et solidarité (PRS). Toutefois, ces effets seraient un peu moindres au premier semestre 2016 (+25 000) qu'au second semestre 2015 (+40 000) : d'une part, la montée en charge du CICE est terminée ; d'autre part, les nouveaux allègements de cotisations sociales du PRS auraient un effet sur l'emploi moindre parce qu'ils ne sont pas ciblés sur les bas salaires<sup>1</sup> et qu'ils ne seront mis en œuvre qu'à partir du 1<sup>er</sup> avril 2016.

## L'intérim et l'emploi tertiaire hors intérim resteraient croissants

Le rythme des créations d'emploi dans le tertiaire (y compris intérim) se maintiendrait entre le premier et le second semestre 2015 (+61 000 puis +66 000). Il se prolongerait également en première moitié d'année 2016 (+64 000).

1. Après un premier volet d'allègements en 2015 sur les salaires inférieurs à 1,6 Smic, l'extension de la mesure en 2016 portera sur les salaires compris entre 1,6 et 3,5 Smic.

1 – Emploi observé dans le secteur marchand non agricole, emploi simulé et résidu



Lecture : le résidu de l'équation d'emploi est l'écart entre l'emploi observé et l'emploi simulé à partir des évolutions d'emploi et d'activité passées et courantes et des effets des politiques de l'emploi (y compris sur la période récente du CICE et du PRS). Un résidu positif, comme fin 2014, indique que l'emploi observé s'est comporté de façon plus favorable que ne le laissaient attendre les comportements passés. Période d'estimation de l'équation : 1984-2009

Source : Insee

## Conjoncture française

Après avoir fortement fluctué autour de la stabilité durant deux ans, l'emploi intérimaire est nettement reparti à la hausse au cours des deuxième et troisième trimestres 2015 (+20 000 puis +16 000, après -11 000 au premier trimestre). Compte tenu de l'amélioration des perspectives d'emploi qu'indiquent les chefs d'entreprises du secteur, cette dynamique se prolongerait dans les prochains trimestres.

L'emploi dans le tertiaire marchand hors intérim a progressé au premier semestre 2015 (+52 000). Après avoir ralenti au troisième trimestre, il accélérerait à nouveau en fin d'année, les chefs d'entreprise restant optimistes sur l'évolution de leurs effectifs. Sur l'ensemble du second semestre, 36 000 emplois seraient ainsi créés dans ce secteur. Ce rythme se maintiendrait en première moitié d'année 2016 (+34 000, *graphiques 2 et 3*) : l'activité serait un peu plus soutenue dans les services mais les effets attendus du CICE et du PRS seraient un peu moins importants que fin 2015.

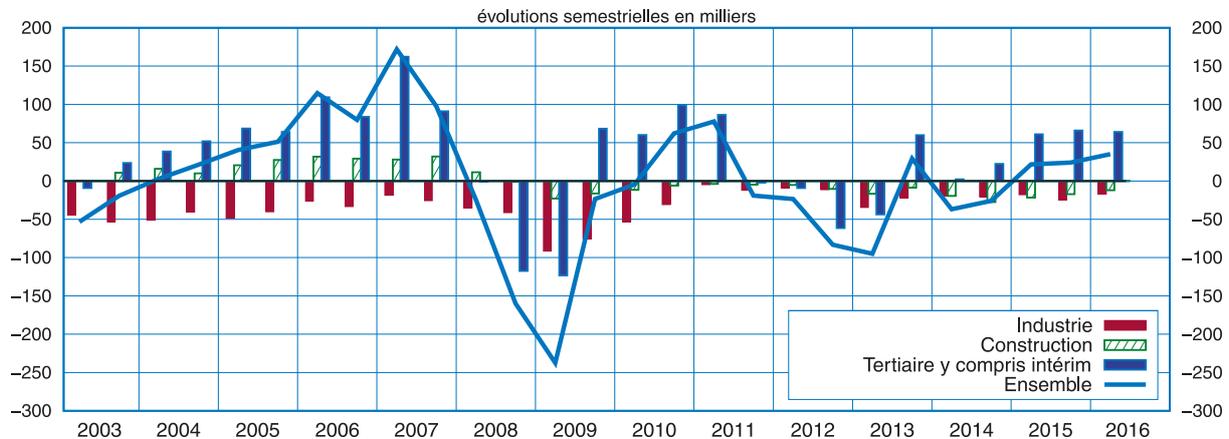
### Le recul de l'emploi industriel serait un peu moins accentué

Les pertes nettes d'emplois industriels se sont poursuivies au premier semestre 2015 (-9 000 par trimestre), avant de s'accroître à nouveau au troisième trimestre (-15 000). Les anticipations des industriels en termes d'emploi suggèrent toutefois une moindre baisse des effectifs au quatrième trimestre (-10 000). Au premier semestre 2016, les destructions d'emploi garderaient un rythme similaire (-17 000).

### L'emploi dans la construction reculerait moins fortement

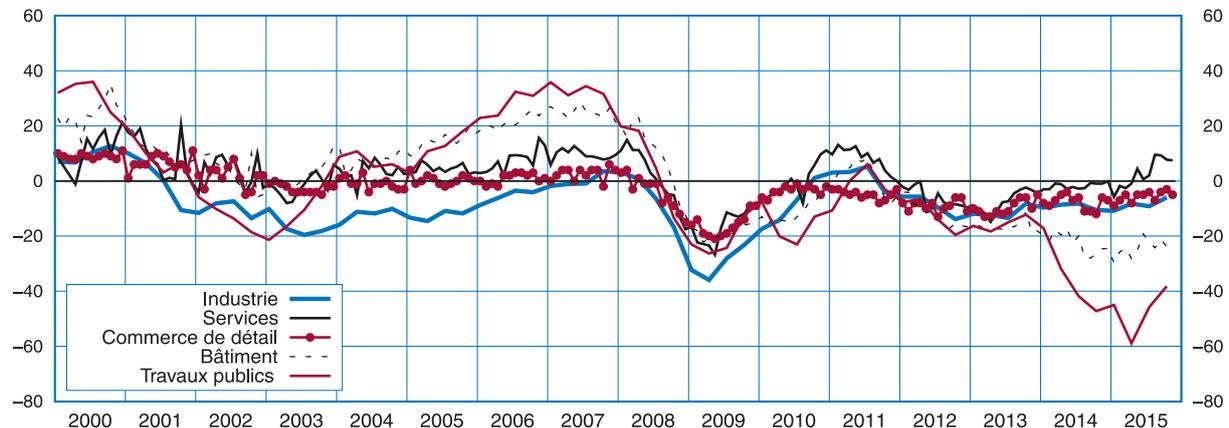
L'emploi salarié dans la construction décroît presque continuellement depuis fin 2008. Le secteur a perdu 47 000 emplois en 2014 et 22 000 au premier semestre 2015. Au troisième trimestre 2015, 10 000 emplois y ont été détruits. Dans les enquêtes de conjoncture, les perspectives se redressent dans l'artisanat du bâtiment et amorcent une remontée dans les travaux publics. Dans ce contexte, le recul des effectifs serait un peu plus limité en prévision (-7 000 au quatrième trimestre 2015, puis -6 000 par trimestre au premier semestre 2016).

## 2 - Évolution semestrielle de l'emploi dans les secteurs marchands non agricoles



Source : Insee

## 3 - Soldes d'opinion des chefs d'entreprise sur les effectifs prévus



Source : Insee, enquêtes de conjoncture

## Les créations d'emploi se maintiendraient

En 2015, l'emploi non marchand progresserait de 48 000 emplois (après +52 000 en 2014), largement porté par les contrats aidés (+22 000, *tableau 2*).

Il ne faiblirait pas au premier semestre 2016. D'une part, même si l'enveloppe de contrats aidés fixée en loi de finances a diminué (300 000 environ en France métropolitaine, après un peu plus de 400 000 en 2015), tant pour les CUI-CAE<sup>2</sup> que pour les emplois d'avenir, les entrées seraient nombreuses au premier semestre 2016. Ainsi, le nombre de bénéficiaires de contrats aidés se stabiliserait quasiment au premier semestre 2016, comme au second semestre 2015. D'autre part, le service civique continuerait de monter en charge. Au total, l'emploi non marchand progresserait de 21 000 au premier semestre 2016, après 16 000 au second semestre 2015.

## L'emploi total augmenterait de 73 000 au premier semestre 2016

En 2015, en tenant compte de l'emploi non salarié et des salariés agricoles, l'emploi total augmenterait de 127 000 (après +32 000 en 2014), avec une légère décélération au second semestre (+57 000, après +70 000). Il repartirait sur un rythme plus soutenu début 2016 (+73 000). D'une part, l'emploi marchand accélérerait légèrement : les effets d'enrichissement de la croissance en emplois liés au CICE ainsi qu'au PRS seraient certes un peu moins importants, mais l'activité serait plus soutenue. D'autre part, l'emploi non marchand ne faiblirait pas. ■

2. Depuis juillet 2014, les embauches en ateliers et chantiers d'insertion (ACI) ne sont plus effectuées sous forme de contrat unique d'insertion – contrat d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE) mais de contrat à durée déterminée d'insertion (CDDI). Néanmoins, de façon à raisonner sur un périmètre constant dans le suivi des emplois aidés, les prévisions de CUI-CAE présentées ici incluent les ACI.

Tableau 1

### Évolution de l'emploi

en milliers, CVS

	2015				2016		2015 S1	2015 S2	2016 S1	2014	2015	Niveau fin 2014
	T1	T2	T3	T4	T1	T2						
<b>Secteurs principalement marchands non agricoles (1) dont :</b>	-7	28	-1	25	15	20	22	24	35	-63	46	15 827
Industrie	-9	-9	-15	-10	-9	-8	-18	-25	-17	-40	-42	3 140
Construction	-11	-11	-10	-7	-6	-6	-22	-17	-12	-47	-39	1 350
Intérim	-11	20	16	13	16	14	9	29	30	0	38	541
Tertiaire essentiellement marchand hors intérim	25	28	8	29	14	20	52	36	34	24	89	10 796
<b>Salariés agricoles</b>	2	2	2	2	2	2	3	4	4	7	7	
<b>Tertiaire principalement non marchand</b>	16	16	10	7	13	8	32	16	21	52	48	
<b>Non-salariés</b>	6	6	6	6	6	6	13	13	13	36	25	
<b>EMPLOI TOTAL</b>	17	52	17	41	37	36	70	57	73	32	127	

Prévision

(1) secteurs DE à MN + RU

Source : Insee

Tableau 2

### Variation du nombre de bénéficiaires de contrats aidés dans le secteur non marchand

	2015				2016		2015		2016 S1	2014	2015
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	S1	S2			
Emplois d'avenir	3	2	1	1	-1	-4	5	2	-5	30	7
CUI-CAE yc ACI	10	8	2	-5	7	1	18	-3	7	21	15
<b>Total</b>	12	10	3	-4	6	-4	22	-1	2	51	22

Prévision

Note : y compris avenants de reconduction

Champ : France métropolitaine

Sources : Dares, tableau de bord des politiques de l'emploi, calculs Insee

## Le CICE est monté en charge en 2015

### Depuis 2014, les entreprises sont interrogées chaque trimestre sur l'utilisation du CICE

Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), instauré en 2013, est monté en charge en 2015. Cet allègement d'impôt sur les sociétés, qui s'apparente à un allègement de cotisations sociales sur les bas et moyens salaires, s'élevait en 2014 à 4 % des rémunérations que les entreprises avaient versé en 2013 pour les salaires n'excédant pas 2,5 Smic. En 2015, il représente 6 % de la masse salariale versée en 2014 pour les salaires ne dépassant pas 2,5 fois le Smic : à salaire donné, le crédit d'impôt est ainsi relevé de 50 %.

Depuis janvier 2014, de nouvelles questions ont été introduites dans les enquêtes de conjoncture : les entreprises de l'industrie et des services hors transport sont interrogées chaque trimestre sur le montant annuel du CICE dont elles bénéficient, ainsi que sur l'utilisation qu'elles comptent en faire. Il leur est demandé si le CICE leur permet d'augmenter leur niveau d'emploi ou celui des salaires, s'il est utilisé pour baisser leurs prix de vente, quelle part est utilisée pour accroître leur résultat d'exploitation et si celle-ci sera majoritairement affectée à l'investissement. Le champ de l'enquête représente environ 50 % du montant total du CICE crédité aux entreprises en 2014.

En 2015, les entreprises semblent avoir bien intégré le dispositif du CICE. Dès l'enquête d'avril, elles étaient plus de 90 % dans l'industrie et 74 % dans les services à avoir indiqué le montant du CICE dont elles bénéficient cette année. Cette différence entre les entreprises industrielles et de services s'explique par les caractéristiques des enquêtes de conjoncture : dans l'industrie, seules les entreprises de plus de 20 salariés sont interrogées et les répondantes sont plus habituées

à répondre à des questions quantitatives puisqu'elles sont aussi interrogées chaque trimestre sur leur montant d'investissement.

### Le CICE représente 1 149 euros par salarié dans l'industrie et 839 euros dans les services

En 2015, le CICE représente en moyenne 1 149 euros par salarié dans l'industrie et 839 euros dans les services, d'après les réponses des entreprises interrogées en octobre 2015 (*tableau 1*). D'un bout de l'échelle à l'autre, le CICE représente 1 235 euros par salarié dans l'automobile alors qu'il s'élève à 538 euros par salarié dans les activités immobilières. Dans les services, plus le chiffre d'affaires de l'entreprise est élevé, plus le montant de CICE par salarié est faible (*tableau 2*). Dans l'industrie, cet effet est nettement moins marqué ; cependant, les entreprises industrielles de grande taille, employant plus de 500 salariés, déclarent percevoir 14 % de moins de CICE par salarié que celles de plus petite taille.

Entre les enquêtes de 2014 et de 2015, environ huit entreprises sur dix ont répondu que le montant de CICE dont elles bénéficient en 2015 serait supérieur à celui de 2014. Pour environ 40 % des entreprises, la hausse serait supérieure ou égale à 50 % – le taux de CICE ayant été relevé de 4 % à 6 % en 2015, ce seuil représente l'effet de la mesure à masse salariale inchangée.

### La majorité des entreprises de services annoncent utiliser le CICE pour augmenter leur niveau d'emploi

Dans la majorité des secteurs, les entreprises annoncent se servir plus souvent du CICE pour augmenter l'emploi que pour baisser les prix ou

**Tableau 1 – Réponses par secteur d'activité**

	Montant de CICE perçu (en €)	Affecté à			Part destinée à accroître le résultat d'exploitation... (en %)	...affectée majoritairement à l'investissement (en %)
		l'emploi (en %)	les salaires (en %)	les prix de vente (en %)		
<b>Services</b>	<b>839</b>	<b>53</b>	<b>42</b>	<b>24</b>	<b>49</b>	<b>60</b>
Hébergement, restauration	997	43	44	18	37	66
Information, communication	921	47	36	18	47	54
Acti. spécialisées, scientifiques et techniques	980	44	39	25	41	55
Act. de services administratifs et de soutien	677	70	47	30	58	60
Activités immobilières	538	24	18	9	60	62
<b>Industrie</b>	<b>1149</b>	<b>37</b>	<b>32</b>	<b>36</b>	<b>53</b>	<b>64</b>
Automobile	1235	26	18	37	64	55
Industrie agro-alimentaire	1214	41	37	36	52	71
Biens d'équipement	1021	41	34	35	47	69
Autres matériels de transports	880	44	39	39	36	59
Autres branches industrielles	1177	37	31	37	54	63

Source : Insee

augmenter les salaires. Cette priorité est plus marquée dans les services. Ainsi, dans les services, 53 % des entreprises indiquent que le CICE permet d'augmenter le niveau d'emploi ; en regard, 42 % d'entre elles déclarent s'en servir pour améliorer les salaires et 24 % pour diminuer les prix<sup>1</sup>. Cette hiérarchie des usages du CICE se retrouve dans les sous-secteurs des services, sauf celui de l'hébergement-restauration où les entreprises indiquent l'utiliser autant pour augmenter les salaires que l'emploi. Les entreprises des services administratifs et de soutien seraient particulièrement nombreuses à utiliser le dispositif pour augmenter leur emploi ou les salaires qu'elles versent, alors que le CICE y représente un montant par salarié inférieur à la moyenne des services. Plus l'entreprise a un chiffre d'affaires élevé et plus elle répond utiliser le CICE pour baisser ses prix.

### Dans l'industrie, le CICE sert à augmenter l'emploi comme à baisser les prix

Dans l'industrie, les entreprises indiquent quasiment autant utiliser le CICE pour augmenter leur niveau d'emploi (37 %) que pour réduire leurs prix de vente (36 %). Dans les secteurs des autres matériels de transport, des biens d'équipement et des industries agroalimentaires, elles seraient plus nombreuses à l'utiliser pour augmenter le niveau d'emploi plutôt que pour baisser leurs prix. Au contraire, 37 % des entreprises de l'automobile se serviraient du CICE pour baisser leurs prix et 26 % l'utiliseraient pour augmenter le niveau d'emploi. Les entreprises industrielles de petite taille répondent plus souvent utiliser le CICE pour accroître leur emploi et pour améliorer les salaires.

Les réponses des entreprises sur leur utilisation du CICE sont assez stables d'une enquête à l'autre et d'une année sur l'autre. En 2015, les entreprises des services sont cependant un peu plus nombreuses qu'en 2014 à déclarer utiliser le CICE pour accroître le niveau d'emploi et moins nombreuses à vouloir baisser

leurs prix de vente (tableau 3). Dans l'industrie, les entreprises répondent plus souvent utiliser le CICE pour accroître les salaires ou pour baisser les prix de vente en 2015 par rapport à 2014.

### Augmenter l'emploi grâce au CICE est plutôt le fait d'entreprises dynamiques

Les caractéristiques des entreprises qui jugent utiliser le CICE pour augmenter leur niveau d'emploi sont plutôt des entreprises dynamiques avec une activité récente et des investissements bien orientés. Dans les services, elles ont une opinion positive de leur situation ; dans l'industrie, la demande étrangère qui leur est adressée est en hausse. Dans les services, ce sont plus souvent des grandes entreprises ; en revanche, dans l'industrie, la taille de l'entreprise n'a pas d'influence.

Au contraire, les entreprises qui utilisent le CICE pour baisser leurs prix de vente sont en situation moins favorable. Dans l'industrie, elles risquent plus souvent d'avoir un résultat d'exploitation dégradé au cours du second semestre 2015, des investissements en baisse en 2015, une demande étrangère peu dynamique, et de baisser leurs effectifs au cours des prochains mois. Plus que les autres, elles peuvent répondre que leurs prix de vente ont pesé sur leur résultat d'exploitation. Dans les services, ce sont plus souvent des entreprises de grande taille qui appartiennent à un groupe et qui avaient baissé leur prix de vente dans les derniers mois.

### Les entreprises annoncent utiliser le CICE aussi pour investir davantage

En 2015, les entreprises annoncent qu'elles utilisent environ la moitié du CICE pour accroître leur résultat d'exploitation. Cet usage n'est pas uniforme : environ une entreprise sur trois indique qu'elle emploie l'intégralité du CICE pour améliorer son résultat d'exploitation et autant jugent que cette mesure n'est pas du tout utilisée dans ce but. Les entreprises de l'automobile (64 %), de l'immobilier (60 %) et des services administratifs et de soutien (58 %) y

1. Les réponses des entreprises peuvent être multiples.

**Tableau 2 – Réponses par tranche de chiffre d'affaires ou de taille**

	Montant de CICE perçu (en €)	Affecté à			Part destinée à accroître le résultat d'exploitation... (en %)	...affectée majoritairement à l'investissement (en %)
		l'emploi (en %)	les salaires (en %)	les prix de vente (en %)		
<b>Services</b>	<b>839</b>	<b>53</b>	<b>42</b>	<b>24</b>	<b>49</b>	<b>60</b>
Chiffre d'affaires inférieur à 10 000 k€	985	44	46	17	43	55
De 10 000 à 45 000 k€ de chiffre d'affaires	920	54	34	29	52	55
Chiffre d'affaires supérieur à 45 000 k€	581	66	40	31	56	70
<b>Industrie</b>	<b>1149</b>	<b>37</b>	<b>32</b>	<b>36</b>	<b>53</b>	<b>64</b>
Entreprises 20 à 99 salariés	1218	41	38	35	52	59
Entreprises de 100 à 499 salariés	1226	39	35	40	53	67
Entreprises de 500 salariés et plus	1044	34	26	35	53	66

Source : Insee

consacreraient une part nettement plus forte que celles des autres matériels de transport (36 %) et de l'hébergement-restauration (37 %). Dans les services, cette part augmente significativement avec la taille de l'entreprise.

Lorsqu'elles sont ensuite interrogées sur l'affectation de cette part, un grand nombre d'entreprises indique qu'elles la consacrent majoritairement à l'investissement : 60 % des entreprises dans les services le confirment et 64 % dans l'industrie. Ces chiffres élevés se retrouvent dans quasiment tous les sous-secteurs de l'industrie et des services.

Au fil des enquêtes, la part du CICE destinée à accroître le résultat d'exploitation est assez stable. Cependant, les entreprises ont été de plus en plus nombreuses à répondre utiliser majoritairement cette part pour investir : dans l'industrie, elles sont 64 % en

octobre 2015 alors qu'elles n'étaient que 58 % en juillet 2014. De même, 60 % des entreprises des services interrogées en octobre 2015 pensent affecter majoritairement ce volant de CICE à l'investissement, contre 52 % en juillet 2014.

Les entreprises qui disent allouer la majeure partie du CICE destinée à accroître leur résultat d'exploitation à l'investissement sont plus fréquemment de grandes entreprises. Le plus souvent, si elles déclarent utiliser le CICE pour investir, elles répondent aussi que leurs investissements passés et futurs sont en hausse. Dans l'industrie, il est plus probable que ce soient des entreprises qui déclarent ne pas avoir de difficulté de trésorerie et qui anticipent d'accroître leurs effectifs. Dans les services, ces entreprises ont une probabilité plus importante d'avoir une activité récente dynamique. ■

**Tableau 3 – Évolution des réponses lors des différentes occurrences des enquêtes**

Enquêtes	Montant du CICE déclaré (par salarié, en €)	Affecté à (en % de OUI)			Part destinée à accroître le résultat d'exploitation... (en %)	...affectée majoritairement à l'investissement (en %)
		l'emploi	les salaires	les prix de vente		
<b>Services</b>						
juillet 2014	653	48	41	32	46	52
octobre 2014	635	48	41	28	48	57
janvier 2015	880	47	45	26	52	54
avril 2015	885	56	47	26	49	54
juillet 2015	884	54	46	25	53	61
octobre 2015	839	53	42	24	49	60
<b>Industrie</b>						
juillet 2014	877	34	26	30	52	58
octobre 2014	908	34	27	33	51	58
janvier 2015	1137	34	33	36	50	61
avril 2015	1174	36	33	38	51	64
juillet 2015	1169	36	31	35	52	65
octobre 2015	1149	37	32	36	53	64

Source : Insee

# Chômage

Au troisième trimestre 2015, en France métropolitaine, le nombre de chômeurs s'est accru de 75 000 et le taux de chômage au sens du BIT a augmenté : il a atteint 10,2 % de la population active, après 10,0 % au trimestre précédent. En incluant les départements d'outre-mer, il s'est établi à 10,6 %, après 10,4 % au deuxième trimestre.

Au cours des trimestres suivants, la hausse attendue de l'emploi serait supérieure à la variation de la population active, et le nombre de chômeurs diminuerait à nouveau. Mi-2016, le taux de chômage s'élèverait à 10,4 % (10,0 % en France métropolitaine) et retrouverait ainsi son niveau d'un an plus tôt.

## Au troisième trimestre 2015, le taux de chômage a augmenté

Au troisième trimestre 2015, en France métropolitaine, le nombre de chômeurs s'est accru de 75 000 après avoir diminué au premier semestre (-34 000, [tableau](#)). Le taux de chômage s'est ainsi établi à 10,2 % de la population active, soit 0,2 point de plus qu'au trimestre précédent et qu'un an auparavant ([graphique 1](#)).

Le chômage s'est accru dans toutes les tranches d'âge, notamment les jeunes (+29 000). Leur taux de chômage a continuellement augmenté entre fin 2013 et début 2015. Il a ensuite ponctuellement diminué au deuxième trimestre 2015 (-0,4 point), avant de repartir à la hausse au troisième trimestre (+1,0 point, à 24,6 %), principalement chez les hommes (-1,7 point au deuxième trimestre, puis +1,9 point).

Au troisième trimestre 2015, 10,8 % des hommes actifs sont au chômage et 9,7 % des femmes actives. Depuis la mi-2012, cet écart s'accroît. En effet, sur cette période, l'emploi a baissé plus fortement dans l'industrie et la construction ([cf. fiche Emploi](#)), secteurs employant majoritairement des hommes.

## Au troisième trimestre, le halo autour du chômage a baissé, surtout chez les 25-49 ans

Au troisième trimestre 2015, la hausse du chômage (+75 000 chômeurs, [graphique 2](#)) s'est accompagnée d'une baisse du nombre de personnes situées dans le halo<sup>1</sup> autour du chômage (-64 000), notamment chez les personnes âgées de 25 à 49 ans (+30 000 chômeurs et -44 000 personnes dans le halo).

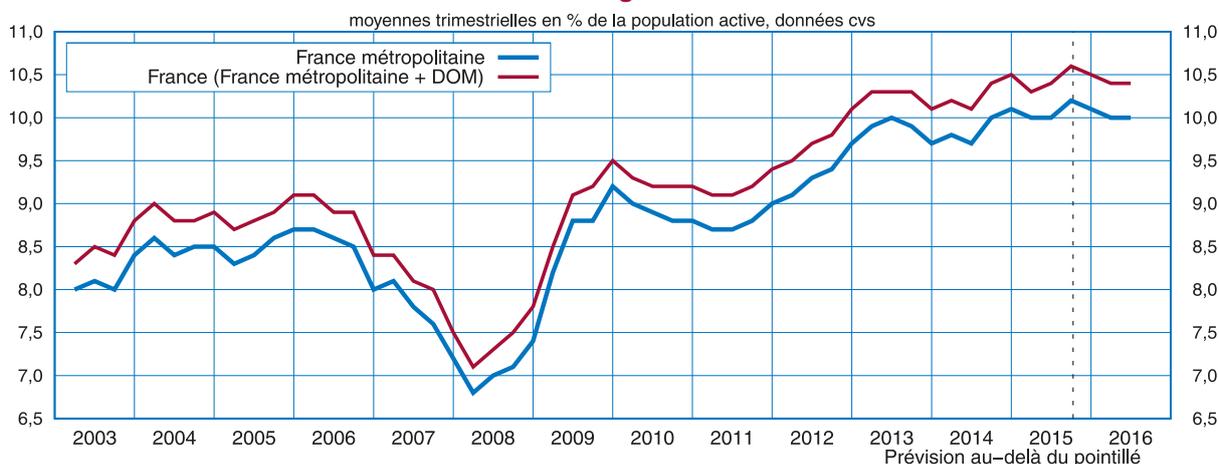
La baisse du halo concerne surtout les chômeurs dits « découragés », c'est-à-dire les personnes souhaitant travailler, disponibles rapidement, mais qui n'ont pas recherché activement d'emploi au cours du mois écoulé.

## Le taux de chômage diminuerait d'ici mi-2016

En 2015, la population active augmenterait de nouveau (+129 000 personnes, après 174 000 en 2014), principalement dans la tranche d'âge des 50-64 ans. Cette hausse serait d'abord imputable aux évolutions tendanciennes de la

1. Le halo autour du chômage est composé de personnes inactives au sens du Bureau international du travail (BIT) : il s'agit des personnes qui recherchent un emploi mais qui ne sont pas disponibles et des personnes qui souhaitent travailler mais qui ne recherchent pas d'emploi, qu'elles soient disponibles ou non.

1 - Taux de chômage au sens du BIT



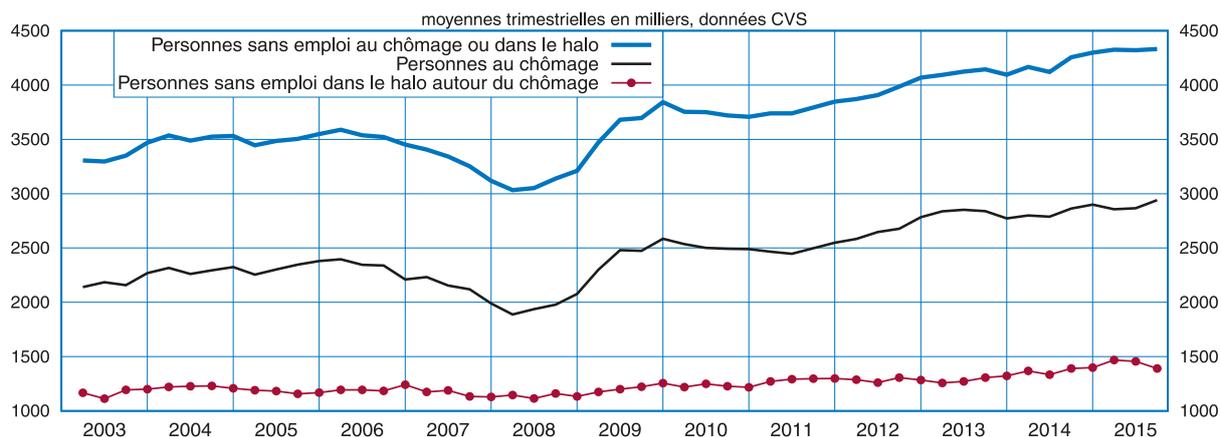
Champ : population des ménages, personnes de 15 ans ou plus  
Source : Insee, enquête Emploi

## Conjoncture française

population en âge de travailler et des comportements d'activité. Elle serait en outre renforcée par l'effet du recul de l'âge légal de départ à la retraite, qui a été porté à 61 ans et 7 mois mi-2015. Cet accroissement serait limité par les départs à la retraite anticipée, dans le cadre du dispositif spécifique aux carrières longues, rénové en 2012. Ce dispositif aurait un effet similaire en 2016. Durant la première moitié de

l'année 2016, la population active retrouverait sa croissance tendancielle (+51 000). Les créations nettes d'emploi (+75 000) dépasseraient ainsi la progression attendue de la population active. De ce fait, le taux de chômage diminuerait d'ici mi-2016 : il s'établirait à 10,4 % de la population active (10,0 % en France métropolitaine) et retrouverait ainsi son niveau de mi-2015. ■

### 2 – Personnes sans emploi au chômage au sens du BIT ou dans son halo



Champ : Population des ménages, personnes de 15 ans ou plus, en France métropolitaine  
Source : Insee, enquête Emploi

### Évolutions de la population active, de l'emploi et du chômage en France métropolitaine

	Variations trimestrielles										Variations annuelles			
	2014				2015				2016		2013	2014	2015	2016 S1
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2				
Population des 15-64 ans	-23	-22	-21	-20	-20	-19	-19	-20	-14	-14	-100	-86	-78	-27
Population des 15-59 ans	-12	-12	-14	-15	-16	-16	-15	-15	-5	-5	-72	-52	-61	-10
<b>Population active</b>	<b>61</b>	<b>-7</b>	<b>72</b>	<b>48</b>	<b>-13</b>	<b>44</b>	<b>109</b>	<b>-11</b>	<b>26</b>	<b>25</b>	<b>-8</b>	<b>174</b>	<b>129</b>	<b>51</b>
dont :														
(a) Contribution de la population et du taux d'activité tendanciel	34	34	34	34	32	32	32	32	31	31	120	135	128	61
(b) Effets estimés des politiques publiques	-3	-4	-4	-4	-2	-1	-1	-3	-5	-5	-29	-14	-7	-10
(c) Autres fluctuations de court terme (résidu)	30	-37	42	18	-43	13	78	-40	0	0	-99	53	8	0
<b>Emploi</b>	<b>35</b>	<b>4</b>	<b>-3</b>	<b>11</b>	<b>30</b>	<b>35</b>	<b>35</b>	<b>29</b>	<b>39</b>	<b>36</b>	<b>2</b>	<b>47</b>	<b>128</b>	<b>75</b>
Rappel : Emploi en fin de période (cf. fiche « Emploi »)	-4	13	-19	42	17	52	17	41	37	36	52	32	127	73
<b>Chômage BIT</b>	<b>26</b>	<b>-11</b>	<b>76</b>	<b>37</b>	<b>-43</b>	<b>9</b>	<b>75</b>	<b>-40</b>	<b>-13</b>	<b>-11</b>	<b>-10</b>	<b>127</b>	<b>2</b>	<b>-24</b>
	Moyenne trimestrielle										Moyenne au dernier trimestre de la période			
<b>Taux de chômage BIT (%)</b>														
France métropolitaine	9,8	9,7	10,0	10,1	10,0	10,0	10,2	10,1	10,0	10,0	9,7	10,1	10,1	10,0
France (y compris Dom)	10,2	10,1	10,4	10,5	10,3	10,4	10,6	10,5	10,4	10,4	10,1	10,5	10,5	10,4

Prévision

Lecture :

– la ligne Emploi présente les variations du nombre de personnes en emploi en moyenne trimestrielle en cohérence avec les autres données du tableau ;

– emploi et chômage ne sont pas estimés sur des champs strictement équivalents : population totale pour l'emploi, population des ménages (hors collectivités) pour le chômage. L'impact de cette différence de champ étant très faible (la population hors ménage représentant moins de 1% de la population active), elle est négligée ici pour l'exercice de prévision du chômage.

Source : Insee